Alternatives Rurales
Hors Série Jeunes Ruraux
www.alternatives-rurales.org

https://doi.org/10.60569/hsjr-b6

L'installation sur des terres de l'Etat : parcours d'un jeune ingénieur agronome

Hassan El Bouchouafi
Propos recueillis par Zakaria Kadiri

Parler nous de votre parcours

Je suis de Nador. Je suis né à Béni Sidal, dans le rural. Puis on a émigré aux Pays-Bas. Mon père a eu un accident et a obtenu une retraite anticipée. A la demande de mon grand-père, nous sommes alors revenus au Maroc au début des années 80, alors que j'avais 5 ans. Nous nous sommes installés à Nador, pour que nous puissions, mes frères et moi, continuer nos études. C'était la condition pour revenir au Maroc : habiter en ville pour suivre des études. Après avoir obtenu mon bac, je me suis inscrit à l'ENA pour suivre des études d'ingénieur agronome. A la fin de la première année, je suis parti faire mon stage dans une exploitation agricole en France et en 4ème année, je devais choisir une spécialité. J'ai hésité entre plusieurs options avant d'opter pour l'arboriculture. J'ai fini mes études d'agronomie en décembre 1999.

Cette époque a coïncidé avec la fin des programmes d'ajustement structurel et le chômage sévissait. A l'époque, les lauréats organisaient des sit-in systématiquement après leur sortie de l'ENA pour être recrutés dans la fonction publique. Et effectivement, 3 promotions avant nous ont trouvé du travail grâce à ces sit-in. La 2ème de ces 3 promotions a eu le mérite de commencer la discussion avec le ministère de l'agriculture en vue de l'attribution des terres agricoles aux lauréats, au lieu d'une intégration dans la fonction publique. Il y avait eu une ébauche de projet mais les lauréats de cette promotion ont été admis finalement dans la fonction publique.

Pour notre promotion, la première chose qu'on a faite a été de chercher un emploi dans le secteur privé. J'ai passé un entretien d'embauche dans une société de production de melons à Marrakech et j'ai exigé un salaire de 6000 Dh alors que celui proposé était de 4000 Dh. Je suis revenu à Rabat pour me réunir avec les autres lauréats qui étaient confrontés eux aussi aux mêmes conditions : des salaires bas qui ne correspondaient pas à l'image d'ingénieur que nous avions. De ce fait, nous étions indignés et nous avons décidé de faire un sit-in parce que les offres d'emploi étaient rares, celles du secteur privé étaient indignes du profil d'ingénieur et l'intégration dans la fonction publique se faisait d'une manière opaque.

Comment avez-vous eu l'idée de demander un lot de terre à l'Etat ?

Après la décision de s'engager dans le sit-in, on m'a désigné comme président du comité chargé de la négociation avec l'administration.

Le ministre de l'agriculture de l'époque nous a reçus deux ou trois fois. Dans notre groupe, les filles voulaient travailler dans l'enseignement ou dans une administration alors qu'une partie des garçons cherchait une solution, quelle qu'elle soit (travailler dans une administration, bénéficier de terres étatiques, dans le commerce…). Durant les réunions suivantes, le ministre nous a demandé de « laisser tomber » la proposition d'obtention des terres étatiques et de se focaliser sur les négociations avec les autres ministères. Puis il a commencé à ne plus vouloir nous recevoir, car il n'avait pas de solution à nous proposer.

Apres un certain temps (à peu près 3 mois), j'ai rencontré le ministre pendant le lancement de la compagne agricole qui s'est déroulée à l'ENA. Puis il y a eu un remaniement dans le gouvernement. Le nouveau ministre de l'emploi et le nouveau ministre de l'agriculture étaient très favorables à l'idée de l'octroi de terres pour les ingénieurs agronomes. Le premier rendez-vous avec ce denier n'a duré que 5 minutes. On lui a expliqué la situation et on lui a proposé la solution qui consistait à bénéficier d'un lot de terres de l'Etat. Il a accepté et nous a demandé de passer le lendemain remplir des fiches concernant la localisation des terres dont nous allons bénéficier ainsi que la nature des projets à créer.

C'est à ce moment-là que je me suis retiré du comité chargé de communication. En effet, plusieurs lauréats étaient contre cette proposition, en particulier les filles, et ils m'accusaient de défendre mon intérêt personnel. Et c'était vrai : je préférais travailler ma propre terre que d'avoir un emploi dans le secteur public. Car durant toute la période des négociations, nous nous sommes entretenus avec plusieurs lauréats qui travaillaient dans les secteurs étatiques pour apprendre de leur expérience. Et il semblait que l'obtention de terres étatiques était une meilleure solution. En 2001, le groupe de lauréats a été convoqué au ministère. Une convention a été signée entre le ministère de l'agriculture et le ministère de l'emploi. Cependant, le ministre des finances n'a pas assisté à cette réunion et ceci nous a créé par la suite beaucoup de problèmes car nous avions besoin de financement pour démarrer nos projets. Nous nous sommes trouvés avec des terres mais sans argent pour les travailler.

Comment les choses ont évolué depuis la décision de prendre des terres de l'Etat ?

Finalement, le projet n'a été réellement concrétisé qu'en 2004. Pour ceux qui ont opté pour l'obtention des terres, nous avons fermé la porte à toute autre solution proposée par l'Etat. La convention de 2001 stipulait que 300 ingénieurs allaient bénéficier de lots de terre mais seulement une quinzaine en finalement a bénéficié. Ceci a pris du temps pour passer un stage, choisir le terrain… Moi, j'ai choisi un terrain à Berkane, à côté de Nador, ma ville natale. Il a fallu attendre 2 ans pour que nous soyons convoqués pour effectuer un stage. C'est durant cette période que certains d'entre nous ont décidé d'aller travailler ailleurs. De mon côté, j'ai travaillé chez un investisseur qui possédait de nombreuses fermes. Il me payait 2000 DH par mois, un montant que je n'aurais jamais accepté à ma sortie de l'ENA en 1999. Par la suite, il m'a attribué une voiture et a augmenté mon salaire à 3500 DH. J'ai travaillé chez lui pendant 18 mois. Mon objectif principal était d'apprendre et de me former en vue de gérer mon exploitation, et effectivement j'ai appris beaucoup de choses.

Pendant toute cette période, on n'arrêtait pas de relancer le dossier d'attribution des terres

et de contacter le ministre. La convention nous obligeait à passager des stages de 9 mois avant d'accéder aux lots, j'ai donc arrêté mon travail et j'ai effectué un stage à Berkane. L'Etat nous a octroyé 1800 DH par mois comme bourse de stage. Au final, ils m'ont attribué 60 ha. Mais la terre a été très aride. J'ai passé trois mois sur place mais le problème de l'eau se posait toujours aussi bien pour moi que pour les autres agriculteurs de la région. Donc j'ai demandé à ce qu'on me change de région. Ils m'ont promis, avec d'autres collègues, un terrain de la SODEA dans la région de Meknès.

Une fois le stage terminé, nous avons commencé à contacter les responsables. On a même envoyé une lettre au Roi car les choses trainaient. Un jour, le directeur de la SODEA de Meknès nous a dit que ces fermes ne nous ont été attribué que parce qu'elles posent beaucoup de problèmes dans leur gestion. Au final, nous étions une vingtaine à passer le stage dans cette ferme, mais seulement une dizaine d'entre nous ont été retenus sur la base des projets présentés (certains projets non conformes ont été éliminés). ,La SODEA a ensuite refusé de nous céder les terres sous prétexte qu'elle a investi beaucoup d'argent pour lancer la compagne agricole et qu'il fallait la rembourser.

La SODEA n'a voulu nous céder le terrain qu'à condition que nous signions une reconnaissance de dette et un chèque de garantie sur le montant engagé. Nous n'avions pas les moyens de payer et c'était illégal mais nous étions obligés d'accepter. Ce montant correspond au coût nécessaire à la réalisation d'un itinéraire parfait des cultures adoptées. Chacun de nous a été endetté de 60 000 à 100 000 DH alors que normalement c'est l'Etat qui devait payer. De plus, nous devions garder les ouvriers de la ferme, sinon nous allions avoir des conflits avec les syndicats. Nous avons convenu alors de ne garder que les 6 ouvriers permanents, tandis que les 14 saisonniers ne seraient sollicités qu'en cas de besoin.

Nous avons réparti la ferme de 345 ha en plusieurs lots. Nous nous sommes mis d'accord pour répartir les lots entre nous (en tenant compte de la qualité du sol et de la localisation du lot, l'existence d'un logement ou d'arbres, etc.) et on a fait un tirage au sort pour que cela soit équitable. Cette opération a été formalisée par un contrat individuel avec l'Etat en intégrant le profil topographique de chaque lot. Nous avons beaucoup négocié avec une commission départementale pour arriver à cet arrangement.

Après la signature des contrats, nous avons dû nous débrouiller seuls pour s'en sortir. Pour atteindre la ferme, je devais prendre un taxi de Meknès à Haj Keddour puis un autre et encore marcher 2 km avant d'arriver à ma terre. L'expérience que j'ai accumulée pendant la période où je travaillais chez l'investisseur m'a beaucoup aidé au début. J'ai aussi pu m'approvisionner en intrants sans avoir à payer en avance grâce aux relations tissées durant cette période.

Après, je suis entré en contact avec un journaliste et, dans un article, j'ai dénoncé la signature d'une reconnaissance de dette et de chèque de garantie au profit de la SODEA, notamment parce que les investissements entrepris par la SODEA n'étaient pas conformes, les terrains étaient pleins de mauvaises herbes, etc. Une fois l'article publié, le ministre de l'agriculture nous a contactés et nous a demandés de rédiger une lettre à l'intention de la SODEA pour effacer la dette. Au début, nous avons refusé puis nous avons obtempéré.

Une fois cette affaire de dettes résolue, on s'est trouvé, chacun d'entre nous, en face de la gestion d'un lot de terre de 30-35 ha, sans argent et avec les charges quotidiennes des

ouvriers que nous avions à notre charge. De plus, comme nous n'avions pas de garanties, aucune banque n'a accepté de nous octroyer un prêt.

La réussite de nos projets était conditionnée par la disponibilité des moyens financiers. Ceux qui avaient les moyens (familiaux, d'une autre expérience professionnelle, etc.) ont rapidement progressé alors que ceux qui n'en avaient pas accusent encore maintenant beaucoup de retard. Cependant, les moyens financiers ne sont pas le seul critère de la réussite du projet. Il faut être patient, ambitieux et avoir un réseau de connaissances.

J'étais le premier à introduire le goutte à goutte, et ce dès la première année. J'ai planté le melon et l'oignon. Mon père m'a aidé pour creuser et équiper le puits. J'avais besoin d'un prêt mais je ne l'ai obtenu qu'après trois ans. J'ai eu un important rendement pour la production d'oignon, que j'ai vendue à un bon prix. L'année suivante, j'ai planté 12 ha de tomates. J'ai loué le terrain car le mien était encore occupé par une vigne, que j'ai d'ailleurs arrachée par la suite car la variété était invendable et il y avait beaucoup de problèmes techniques. Mais cela n'a pas été aussi rentable que je le souhaitais.

Par la suite, je me suis installé dans la ferme. Actuellement, toute la ferme est équipée en système de goutte à goutte. La première chose que j'ai faite après l'obtention du prêt (800 000 Dirhams auprès du Crédit Agricole) a été de m'inscrire dans un « Master of Business Administration » dans le domaine de l'agriculture (2008-2010 à Casablanca). Cela m'a coûté 150 000 dirhams que j'ai financés par le crédit obtenu. Puis j'ai acheté une voiture pour faciliter mes déplacements. Toutefois, le revenu dégagé par la ferme ne couvrait pas tous mes frais, notamment car je me suis engagé dans beaucoup de frais d'investissement, et en particulier une pépinière, dont le retour sur investissement n'était pas immédiat. C'est pourquoi j'ai travaillé comme délégué pharmaceutique à Meknès pendant la période 2008-2009. Ce poste me permettait d'avoir du temps à côté pour la ferme et financer les frais de la voiture. Un an après, j'ai démissionné pour intégrer un nouveau travail à Casablanca, mieux rémunéré et j'avais une voiture de service me permettant de vendre la mienne. Ce travail me laissait suffisamment de temps aussi bien pour étudier mon MBA que pour entretenir la ferme.

Est-ce que vous avez bénéficié de l'appui et des subventions de l'Etat en dehors de l'installation?

Au début, il était prévu qu'il y ait un financement et un encadrement. Mais après avoir obtenu la terre, nous n'avons rien eu. Nous ne bénéficions d'aucune subvention particulière. Nous n'avons bénéficié que de celles communes à tous les agriculteurs telle que la subvention octroyée pour l'installation du goutte à goutte. Même le défoncement du terrain, je l'ai fait sur mon propre compte.

Les ingénieurs d'aujourd'hui ont plus de moyens financiers que nous. Mais ce ne sont pas les seuls moyens qui comptent. L'Etat a regretté de nous avoir cédé la terre. Car on est la première et la dernière expérience où l'Etat a attribué des terres à des jeunes ingénieurs agronomes. Alors, oui les jeunes diplômés d'aujourd'hui peuvent réussir tous seuls. Il faut qu'ils soient ambitieux. Si l'Etat les aide, cela sera mieux.

Quel bilan tirez-vous de votre expérience dans l'exploitation ?

Si c'était à refaire dans les mêmes conditions, je le referais. A un certain moment, je me suis

inscrit en droit français à la faculté rien que pour ne pas oublier mes connaissances en langue française. A force de côtoyer des agriculteurs, tu en deviens un. Tu risques d'être submergé par ce mode de vie et pour éviter cela, il ne faut pas couper les liens avec le monde d'où tu viens, celui de la science et de l'université. Toutefois, je suis pleinement satisfait de mon mode de vie d'agriculteur : je ne peux pas passer le weekend ailleurs que dans ma ferme par exemple ! Je suis agriculteur !

Globalement, c'est un bilan positif que je tire de mon expérience. Mais il y a certaines erreurs à éviter comme le fait d'être trop ambitieux en investissant plus que la capacité de financement. Je n'ai aucun regret. Je paye mes dettes régulièrement et je suis pluriactif mais l'exploitation agricole est désormais fondamentale dans ma vie !

Un bilan positif sur le plan personnel. Et même la région a évolué : introduction de nouvelles cultures, raccordement à l'électricité. Pour les autres bénéficiaires, le bilan est mitigé et dépend des moyens de chacun. Ceux qui avaient les moyens n'ont pas eu de difficultés. Ceux qui avaient un peu d'expérience et d'ambitions ont avancé un peu.

Quels sont vos projets futurs ?

L'année prochaine, je prévois de construire une piscine dans la ferme, signe que le projet rapporte et n'est pas antagoniste avec le bien-être. Je compte continuer mes investissements en remplaçant des arbres qui sont très anciens et peu rentables par de nouvelles espèces. Je privilégie la vente directe sur le marché, dans des marchés de gros : Meknès, Casablanca, etc. J'ai déjà des revendeurs qui s'occupent de commercialiser ma marchandise au niveau de ces marchés. Cela me permet d'avoir une grande marge que celle de la vente directe sur pieds. Enfin, le contrat que nous avons avec l'Etat est établi sur la base de 27 ans de location, nous espérons le prolonger à 40 ans à l'image des contrats de partenariat public privé!